

Investissement de 40 millions d'euros

Nouveau siège social pour l'Europe

Avec AMADA, la France devient fer de lance de la stratégie industrielle européenne du groupe. 40 millions d'euros : c'est le montant des investissements du groupe japonais AMADA, un des leaders mondiaux de la machine-outil, sur ses 3 sites de production français.

Mitsuo Okamoto, président du groupe, Toshio Takagi, Senior Managing Director, et Gilles Bajolet, Directeur Général France et Europe, ont également confirmé la création en région parisienne du « Headquarter » européen du groupe, en charge de la définition de la stratégie AMADA pour les pays de l'Europe et du renforcement de la proximité clients. En présence de la ministre du Commerce extérieur Nicole Bricq et du ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, venus spécialement

pour l'occasion au siège de la société en région parisienne, les dirigeants ont expliqué l'engagement renouvelé du groupe dans l'Hexagone par « une reconnaissance de l'excellence industrielle française et européenne et une solide confiance dans l'avenir du secteur. »

C'est à Tremblay-en-France (93), au siège de AMADA SA, filiale française du groupe japonais, que Mitsuo Okamoto, président et C.E.O. AMADA group, et Gilles Bajolet ont annoncé avec les ministres du Redressement productif et du Commerce

extérieur 40 millions d'euros d'investissements sur les 3 sites de production français de Château-du-Loir (72), Charleville-Mézières (08) et Auffay (76). Ils permettront la création de 50 à 60 emplois directs. « Dans un secteur trop souvent qualifié de dépassé, ces investissements massifs démontrent à quel point l'industrie française est en réalité compétitive et attractive pour les investisseurs étrangers. Le sérieux de nos engagements, le savoir-faire de nos professionnels, la qualité et la précision de nos produits fondent la confiance de nos partenaires. Aujourd'hui, cette valeur ajoutée française se traduit en investissements ; demain, ces investissements serviront l'emploi et la compétitivité de la France, » a affirmé Gilles Bajolet.

